

LA PRESSE EN REVUE...



MERCREDI 13 MAI 2015

SOMMAIRE

- 1) Les ripoux...
- 2) ...et la famille
- 3) Plus de diversité au PS...
- 4) Elle n'a à recevoir aucune leçon de ??
- 5) Loi Macron : une loi de gauche !!...
- 6) Une petite prévision de ...
- 7) A votre avis qui a raison



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Couple Balkany: la Haute Autorité saisit la justice sur leurs déclarations de patrimoine



Le maire de Levallois-Perret, dans les Hauts-de-Seine Patrick Balkany(g) et son épouse Isabelle le 25 novembre 2014 à Boulogne-Billancourt ©AFP/Archives - Martin Bureau

Patrick Balkany, député UMP des Hauts-de-Seine, et Isabelle Balkany, ancienne vice-présidente du conseil général des Hauts-de-Seine, ont fait l'objet d'un signalement au procureur de la République financier par la Haute Autorité pour la transparence compte tenu d'un "doute sérieux" sur leurs déclarations de patrimoine.

Après instruction de chaque dossier et recueil de leurs observations respectives, l'instance chargée de contrôler les déclarations de patrimoine et d'intérêts des élus a fait état d'"un doute sérieux quant à l'exhaustivité, l'exactitude et la sincérité de leurs déclarations de situation patrimoniale, du fait de la sous-évaluation manifeste de certains actifs et de l'omission de biens mobiliers et immobiliers", selon un communiqué.

lepoint.fr-AFP

II) Claude Guéant et Michel Gaudin bientôt en correctionnelle

Par Michel Deléan

Le parquet national financier (PNF) a décidé de renvoyer Claude Guéant et Michel Gaudin, respectivement ancien directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy au ministère de l'intérieur (de 2005 à 2007) et ancien directeur général de la police nationale, en correctionnelle pour détournements de fonds publics dans l'affaire des primes en espèces du ministère de l'intérieur.

Les avocats de Claude Guéant et de Michel Gaudin viennent d'en être avisés : l'ancien directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy au ministère de l'intérieur (de 2005 à 2007) et l'ancien directeur général de la police nationale (DGPN) vont être renvoyés en correctionnelle dans les jours qui viennent par voie de citation directe, selon des informations obtenues par Mediapart.

Le parquet national financier (PNF) leur reproche des faits de « détournements de fonds publics, complicité et recel », au sujet des primes en espèces que se versaient certains membres du

cabinet Sarkozy Place Beauvau, en les prélevant sur l'enveloppe des frais d'enquête des policiers.



Claude Guéant © Reuters

Les choses ne vont pas traîner. « On nous a présenté un dossier d'enquête préliminaire au début du mois d'avril pour nous demander nos observations écrites, mais la décision des magistrats était déjà prise, et un projet de citation directe déjà rédigé, ce n'était pas vraiment une procédure contradictoire », explique à Mediapart Me Philippe Bouchez-el-Ghozi, le défenseur de Claude Guéant. « Le parquet national financier m'a laissé entendre hier (NDLR: lundi 11 mai) que le procès pourrait avoir lieu dès la fin septembre ou début octobre », précise l'avocat. Sur la procédure, il entend soulever notamment des problèmes de prescription et de rupture de l'égalité des armes.

Claude Guéant se voit reprocher d'avoir encaissé indûment des sommes comprises entre 240 000 et 288 000 euros. Il pourrait être jugé pour « complicité et recel de détournements de fonds publics », et Michel Gaudin pour « détournements de fonds publics ».

Depuis un rapport d'inspection de juin 2013, on sait que Claude Guéant, alors directeur de cabinet du ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy, avait reçu, « à partir de l'été 2002 et au plus tard jusqu'à l'été 2004 », quelque 10 000 euros en liquide par mois, prélevés sur les frais d'enquête et de surveillance (FES) des policiers. Ce qui a valu à l'ancien ministre de l'intérieur ainsi qu'à Michel Gaudin, à l'époque directeur général de la police nationale (et aujourd'hui directeur du cabinet de Nicolas Sarkozy), d'être entendus en garde à vue, le 17 décembre 2013, dans le cadre de l'enquête préliminaire qui avait été ouverte le 14 juin précédent par le parquet de Paris pour « détournements de fonds publics et recel ».



Michel Gaudin © Reuters

La facture est en fait bien plus élevée. Selon un référé de la Cour des comptes, rendu public le 4 mars 2014, ce sont au total 34 millions d'euros de frais d'enquête qui ont été perçus par le cabinet du directeur général de la police nationale entre 2002 et 2012 (où se sont succédé Michel Gaudin, puis Frédéric Péchenard). Quels en ont été les heureux bénéficiaires ? Selon quels critères ? La Cour ne le précise pas, indiquant seulement que l'emploi de ces 34 millions d'euros fut « totalement discrétionnaire ». « Il n'en a été conservé aucune pièce justificative jusqu'en 2011 », précise la Cour

« Certains ont considéré la police comme une vache à lait », avait déclaré à Mediapart un ancien collègue de Claude Guéant à l'intérieur.

L'enquête préliminaire Guéant-Gaudin avait été transférée du parquet de Paris au parquet national financier (PNF). Sollicité par Mediapart, le parquet national financier assure que rien n'est encore décidé sur son issue.

Claude Guéant est par ailleurs poursuivi pour « faux, blanchiment de fraude fiscale et fraude fiscale » dans l'affaire des 500 000 euros virés sur ses comptes en marge de l'affaire du financement libyen de la campagne 2007 de Nicolas Sarkozy, et que l'homme de confiance de l'ex-président avait justifié par une vente de tableaux peu convaincante.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Congrès du PS: la motion "militante" réclame plus de diversité



AFP/Archives Le logo du PS le 27 octobre 2012 lors du congrès de Toulouse

Les animateurs de la motion (autoproclamée) "militante" pour le congrès du PS à Poitiers ont revendiqué mardi leur volonté d'obtenir un parti plus diversifié, "ressemblant à la France", lors d'une conférence de presse.

"Notre objectif est que le Parti socialiste ressemble à la France", a déclaré Florence Augier, première signataire de la motion C déposée dans le cadre du congrès du parti qui aura lieu début juin à Poitiers.

Selon elle, sur les "209" personnes élues au conseil national (parlement du parti qui comprend au total quelque 300 membres), seules 7 sont issues de la diversité et une est handicapée".

"Ca ne veut pas dire que les autres sont tous enfermés dans leur truc, mais ça révèle un entre-soi", a déclaré la secrétaire nationale chargée de l'économie sociale et solidaire, qui a fustigé le fait qu'un "certain nombre de cadres soient déconnectés du terrain" et a demandé "combien, au PS étaient ou avaient été syndicalistes, autrement qu'à l'Unef (le syndicat étudiant, ndlr) ?".

Cette femme, syndicaliste, a défendu "une motion complètement participative écrite par des militants" qui "ont les pieds sur terre".

Mme Augier, qui participait en 2012 à la motion présentée par Stéphane Hessel et avait obtenu 11,8%, entend faire autant cette fois-ci. Elle estime que les militants socialistes "ne veulent pas +plus+ de gauche mais +mieux+ de gauche, c'est-à-dire qu'ils veulent que l'on mette en oeuvre les décisions prises par le PS", a-t-elle dit, citant "le

non-cumul des mandats, le droit de vote des étrangers".

Quatre motions sont en lice pour ce congrès. Les militants votent sur ces textes programmatiques le 21 mai, avant de se prononcer, le 28 mai, sur le premier signataire des deux motions arrivées en tête le 21 mai.

la-croix.com-AFP

IV) Najat Vallaud-Belkacem : "Nicolas Sarkozy n'a aucune leçon à nous donner"

http://www.dailymotion.com/video/x2pxd1b_najat-vallaud-belkacem-nicolas-sarkozy-n-a-aucune-lecon-a-nous-donner_news

Pour la ministre de l'Éducation, l'ancien président de la République, qui a vertement critiqué, lundi soir, sa réforme du collège, a "saccagé l'école" lorsqu'il était à l'Élysée.

L'ancien président de la République, en meeting en Seine-Saint-Denis lundi soir, a durement critiqué la ministre de l'Éducation nationale et sa réforme du collège : "Dans le combat effréné vers la médiocrité, voilà que Mme Taubira est en passe d'être dépassée par la ministre de l'Éducation nationale."

Véhémente, Najat Vallaud-Belkacem n'a pas mâché ses mots, mardi matin, dénonçant le bilan de Nicolas Sarkozy et l'accusant de s'être "acharné", lors de son mandat, "à saccager l'école".

La ministre estime que l'ancien Président n'a "aucune leçon à donner", lui reprochant pêle-mêle d'avoir "supprimé 80.000 postes d'enseignants", "supprimé la formation des enseignants et la scolarisation des enfants avant l'âge de trois ans" et "réduit la scolarité en primaire d'une demi-journée".

Les réformes du collège et des programmes scolaires, prévues à la rentrée 2016, rencontrent une opposition grandissante de la classe politique, de droite comme de gauche, si bien que Manuel Valls et François Hollande ont dû, à plusieurs reprises, prendre la défense du projet.

V) Loi Macron : le Sénat adopte un texte aux couleurs plus libérales

François Vignal

Les sénateurs UMP et UDI voulaient écrire la loi « dont rêvait Macron ». Ils ont en tout cas réussi à imprimer leur marque, sans froisser le ministre. Le Sénat a adopté ce mardi le projet de loi sur la croissance et l'activité, en modifiant largement le texte du gouvernement.

Le texte a été voté par 229 sénateurs de droite, UMP et UDI. 44 sénateurs ont voté contre, essentiellement écologistes et communistes, qui ont mené la bataille à coup d'amendements pendant trois semaines. Les socialistes et une grande partie du groupe RDSE, à majorité PRG, se sont abstenus.

Texte « musclé » et climat serein

La majorité sénatoriale, détenue par la droite et le centre, a donné une couleur plus libérale à ce projet de loi. « Nous avons voulu muscler le texte », a expliqué le président du groupe UMP du Sénat, Bruno Retailleau, avant le vote solennel.

La partie semble presque avoir été plus simple pour Emmanuel Macron au Sénat qu'à l'Assemblée nationale.

Les trois semaines de débats se sont déroulées dans un climat serein, de compréhension, voire d'entente cordiale entre le ministre de l'Économie et la majorité.

A l'Assemblée nationale, les frondeurs du PS avaient contraint le gouvernement à avoir recours au 49.3, faute de majorité sur ce texte. A la fin de l'examen des articles lundi, l'ensemble des groupes du Sénat a même salué la méthode Macron, faite de pédagogie et de présence, le jour, mais aussi lors des séances de nuit (voir notre vidéo sur le sujet).

Après 132 heures en séance, « le Sénat a vraiment imprimé sa marque », souligne le président UDI de la commission spéciale, Vincent Capo-Canellas. Les sénateurs ont adopté au total 627 amendements.

LAPRESSEENREVUE.EU

Nombreux apports du Sénat

Les apports du Sénat sont nombreux et variés : accords sur l'emploi « offensifs » permettant de déroger aux 35 heures – point sur lequel Emmanuel Macron n'est pas en désaccord sur le fond – seuils sociaux relevés, limitation des indemnités de licenciement, « recherche d'un équilibre » sur les professions réglementées, remontées contre le texte, extension de l'ouverture le dimanche aux commerces de biens culturels comme la Fnac ; en cas d'absence d'accord, possibilité de passer par un référendum des salariés, et donc de contourner les syndicats, pour ouvrir le dimanche ; instauration de trois jours de carences dans le service public, modification du dispositif Hamon sur la transmission des entreprises en prévoyant de limiter l'information des salariés aux seuls cas de cessation d'activité sans repreneur, simplification du compte pénibilité, ou encore un amendement passé de nuit favorisant le centre de stockage de déchets nucléaires de Bure.

Le Sénat, représentant des territoires, a aussi adopté à l'unanimité un amendement pour assurer la couverture en 3G des zones rurales. Un amendement pour lutter contre le monopole de Google a aussi été adopté. Le gouvernement a aussi profité du texte pour faire adopter l'une des mesures annoncée par l'exécutif pour favoriser l'investissement. L'amendement a été soutenu par la droite.

Macron : « Nos accords, parfois coupables pour les uns. Toujours assumés pour ma part »

« Il ne s'agit pas d'un tissu terne. Mais les équilibres qui resteront du Sénat ne sont pas ceux qui constitueront le texte final. Mais une chose est certaine : le texte final qui sortira devra prendre en compte les débats du Sénat » a assuré Emmanuel Macron après l'adoption, citant notamment la couverture mobile du territoire. Il assuré que sur « d'autres points », « le gouvernement reviendra » sur les dispositions votées (voir la vidéo).

L'abstention du groupe PS du Sénat sur ce texte, malgré ses modifications, a vite été dénoncée par la motion B, celle que l'aile gauche du PS présente pour le congrès de Poitiers. Elle a pointé une position « proprement incompréhensible ». Emmanuel Macron, lui, reste droit dans ses bottes. S'adressant aux trois rapporteurs UMP du texte et au président de la commission UDI, le ministre a assumé une certaine proximité, par

moment, avec la droite, parlant de « nos accords, parfois coupables pour les uns. Toujours assumés pour ma part ». Avant de conclure, sous les applaudissements de tous les bancs : « De manière certaine, nous nous retrouverons »

publicsenat.fr

MAIS AUSSI :

Loi Macron au Sénat: Le PS doit en urgence réconcilier ses discours et ses actes

Christian Paul, député PS, premier signataire de la Motion B

Le groupe socialiste au Sénat a décidé, en présence du Premier ministre, de ne pas s'opposer au projet de loi « Macron » réécrit par la majorité UMP-UDI.

Le texte voté cet après-midi accentue fortement l'orientation libérale du projet initial. L'abstention de la plupart des sénateurs socialistes n'en est que plus stupéfiante.

Le nouveau texte revient ainsi sur l'obligation d'accords collectifs sur les contreparties pour l'ouverture dominicale dans les zones commerciales et touristiques.

La majorité de droite a donné aux maires la possibilité d'ouvrir les commerces douze dimanches dès 2015, quand le Parti socialiste défend « officiellement » un maximum de 7 dimanches.

Le texte « assouplit » également le compte pénibilité, mesure emblématique de la réforme des retraites de 2014, en supprimant la fiche individuelle retraçant l'exposition de chaque salarié aux facteurs de pénibilité et en limitant à 3 ces facteurs.

Le projet de loi allège par ailleurs le régime juridique des accords de maintien de l'emploi, ouvrant la voie à la conclusion d'« accords offensifs » de dérogation au temps de travail, même lorsque les emplois ne sont pas menacés. Ces accords autoriseraient les entreprises à

développer la précarité du salariat.

La droite sénatoriale a aussi modifié le dispositif sur la transmission des entreprises, en prévoyant de limiter l'information des salariés aux seuls cas de cessation d'activité sans repreneur, une mesure demandée par le patronat.

Enfin, le texte de la droite s'aligne sur la position du MEDEF en remettant en cause plusieurs des actuels seuils sociaux.

L'abstention du groupe socialiste au Sénat envoie comme message au pays, aux salariés, aux organisations syndicales, que ce texte – caricature d'un projet de loi qui divisait déjà profondément la gauche – serait suffisamment acceptable ou soutenable pour ne pas s'y opposer.

Cette situation politique, proprement incompréhensible, illustre une nouvelle fois l'urgence d'une cohérence entre nos principes et les choix faits au Parlement. Plus que jamais, le Parti socialiste ne saurait s'opposer à la dérive libérale dans ses textes de congrès et détourner le regard quand il y est confronté dans un hémicycle.

Nous demandons aux socialistes de réagir collectivement, de s'opposer avec fermeté à un texte porteur de régressions sociales et qui fragilise dangereusement les conditions de travail des salariés.

L'Humanité.fr

VI) Prévion de croissance de 0,3% selon la Banque de France au deuxième trimestre

Par valeursactuelles.com

La Banque de France a annoncé ce mardi une prévision de croissance de 0,3% pour le deuxième trimestre 2015.

Hausse de 0,3% du PIB

Ce mardi, la Banque de France a dévoilé son

estimation de croissance de PIB pour la France. Elle devrait être de 0,3% pour la période d'avril à juin. Une enquête auprès de plusieurs chefs d'entreprises a révélé que la «hausse de la production devrait se poursuivre en mai». En avril, «la production industrielle et les livraisons» avaient poursuivi leurs progressions. Dans le secteur du bâtiment, une «baisse de l'activité» devrait être à noter : «le gros œuvre recule à nouveau» précise la Banque de France.

L'annonce officielle de la variation de croissance pour le premier trimestre de l'année est attendue pour demain mercredi 13 mai. L'Insee avait tablé sur une hausse de 0,4% ; l'estimation donnée pour le second trimestre n'est donc pas bonne.

Quant au gouvernement, il espère une croissance de 1% sur l'année (0,4 en 2014). Seulement, Michel Sapin, ministre des Finances déclarait lui-même sur RTL début avril : «Je ne vais pas me réjouir de 1% de croissance par ce que ce n'est pas suffisant pour faire reculer le chômage».

Christian Noyer reste optimiste

Christian Noyer, le gouverneur de la Banque de France, reste optimiste. Interrogé sur Europe 1, il a déclaré il y a peu de temps : «On peut dépasser 1,5% (de croissance) l'année prochaine si on fait de façon résolue les réformes, si on applique ce qui a été décidé et si on arrête de créer des complexités supplémentaires pour les entreprises».

Pour les années à venir, Michel Sapin avait estimé une croissance pour 2016 de 1,5%, alors que Bruxelles l'estimait à 1,7% l'hiver dernier.

valeursactuelles.com

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Hollande chez Castro : une «faute» pour l'UMP, un «succès» pour Valls

Si la gauche et l'extrême gauche s'en félicitent, l'UMP et l'UDI ironise ce mardi matin sur l'enthousiasme affiché la veille par le président François Hollande lors de sa rencontre avec Fidel Castro à Cuba.



François Hollande et Raul Castro à La Havane AFP / Alain Jocard

François Hollande voulait «rencontrer l'Histoire». En rendant visite à Cuba au père de la révolution, Fidel Castro, le président de la République s'est à la fois attiré foudres et félicitations de la classe

L'opération est sans aucun doute un «succès» pour le Premier ministre, Manuel Valls, la «preuve d'un monde qui bouge» pour le PS. A l'extrême gauche, Jean-Luc Mélenchon approuve également cet entretien, regrettant même que le chef de l'Etat ait attendu «qu'Obama lui donne la permission».

A droite, les appréciations sont beaucoup moins élogieuses. Si la députée UMP Valérie Pécresse admet qu'il fallait que la France prenne part à l'ouverture de Cuba au monde, elle ne comprend pas l'enthousiasme de François Hollande. Pour son collègue à l'Assemblée, Bruno Le Maire, la rencontre avec les frères Castro était plus un «moment pathétique» qu'«historique». Au centre, Hervé Morin regrette l'image que cela renvoie de

la France, «patrie des droits de l'Homme», d'aller serrer la main d'un «dictateur».

Une «faute» pour l'UMP

Côté UMP, on ne tient absolument pas le même discours. Pour le porte-parole de l'UMP, le député du Nord Sébastien Huyghe, «la rencontre de Hollande avec le dictateur d'extrême gauche Fidel Castro, qui a opprimé son peuple pendant des décennies, est une faute». Sur BFM TV, Bruno Le Maire explique «regretter la complaisance» autour du déplacement de François Hollande : «Je ne vois pas quel honneur on peut avoir à rencontrer Fidel Castro. Je ne l'aurais certainement pas rencontré. (...) Je ne me réjouis pas du tout que le président de la République, qui représente la France, l'ait rencontré».

Et Bruno Le Maire d'insister : «C'est un moment pathétique, ce n'est pas un moment historique. Je trouve pathétique une rencontre entre le président de la République et ce qui reste un dictateur de la

pire espèce.»

VIDEO. Le Maire «ne voit pas quel honneur on peut avoir à rencontrer Fidel Castro»

http://www.dailymotion.com/video/x2pwd0d_je-ne-vois-pas-quel-honneur-on-peut-avoir-a-rencontrer-fidel-castro-juge-bruno-le-maire_news

Le député reconnaît toutefois : «Tant mieux qu'on accompagne ce mouvement [d'ouverture de Cuba] mais de là à en faire des tonnes». Même prudence chez Valérie Pécresse, sur iTélé : «Oui, la France doit participer au processus d'ouverture de Cuba, c'est nécessaire, mais pas au détriment des droits de l'Homme. J'ai trouvé le président un peu timide sur ce sujet ces derniers jours. (...) On sent François Hollande très ému. Moi, personnellement, Fidel Castro n'a jamais fait partie de mon Panthéon des hommes politiques rêvés, donc ça me laisse un peu de marbre.»

«Hollande refuse d'aller en Russie pour commémorer les 70 ans de la fin de seconde guerre mondiale mais se rue serré la main de Castro», ironise également sur Twitter le conseiller national du parti d'opposition, François Péguillet. «Après sa visite à Fidel Castro, Hollande envisage-t-il d'aller fleurir le mausolée de Lénine et de prendre le thé avec Kim Jong-un ?», fait mine d'interroger le député de l'Yonne, Guillaume Larrivé.

«Castro a fait mourir des milliers de personnes»

Au centre, le député UDI Hervé Morin a choisi l'ironie : «Bravo François Hollande! Volonté de rencontrer le dictateur Castro à tout prix. Mais quelle image de la France, patrie des droits de l'homme?» Et d'insister sur Twitter : «Hollande s'enorgueillit comme un gosse d'une photo avec Castro qui a fait mourir des milliers de personnes dans les rues et les prisons!»



Hervé Morin@Herve_Morin
#Cuba -Bravo @fhollande.Volonté de rencontrer le dictateur #Castro à tout prix.Mais quelle image de la France, patrie des droits de l'homme?
11:37 AM - 12 Mai 2015

Valls appelle l'UMP à être «fière» de l'action de Hollande à l'étranger

Manuel Valls goûte peu aux critiques de la droite sur ce déplacement. «Plutôt que d'être dans l'opposition stérile, d'être le porte-voix de celui qui critique en permanence le président de la

parce qu'il l'a battu en 2012, soyez davantage fier de l'action de la France à l'étranger ! » Et «oui, le déplacement du président de la République à Cuba est un succès, car la France a pris toute sa part dans le rapport entre Cuba, qui est en train d'évoluer, et l'Union européenne. (...) Après les décisions du président Obama, il s'agit aussi d'un message important pour les Caraïbes, l'Amérique centrale et l'Amérique latine», estime le Premier ministre.

Juste «la preuve d'un monde qui bouge» pour le PS

Pas non plus de place pour la polémique selon le président PS de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone: «Cette rencontre est la preuve d'un monde qui bouge, qui découvre, après la Guerre froide, après des régimes autoritaires, un monde de plus grande communication, où les libertés s'imposent de plus en plus. (...) C'est aussi ça le mérite du président Hollande : réinstaller la parole de la France dans des régions du monde qui bougent», défend-t-il dans les couloirs du Palais Bourbon.

C'est même «un signe de reconnaissance vis-à-vis de la France» pour le secrétaire national du PS, Eduardo Riha Cypel. «Oui, c'est important de rencontrer Fidel Castro. Hollande est d'autant plus tranquille qu'il a signé une tribune en 2003 pour dénoncer la dictature à Cuba», rappelle-t-il au micro de Sud Radio. «Je ne vois pas ce qu'il y aurait de choquant à partir du moment où il y a l'évolution que l'on connaît aujourd'hui», tranche pour sa part le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Bruno Le Roux.

«A partir du moment où la France depuis longtemps plaide pour la levée de l'embargo et du blocus qui pèse sur l'économie cubaine et qui explique aujourd'hui le développement de la pauvreté à Cuba, qu'il y a des signes d'ouverture de Raul Castro et du régime cubain, il était logique que la France soit parmi les premiers à parler avec les Cubains», argumente également l'ancien ministre socialiste Benoît Hamon. Et de tacler les critiques de l'UMP : «Sarkozy dormait presque avec Kadhafi sous une tente et il est choqué?»

VIDEO. Hamon : «Sarkozy dormait presque avec Kadhafi sous une tente et il est choqué?»

http://www.dailymotion.com/video/x2pxjxo_sarkozy-dormait-presque-avec-kadhafi-sous-une-tente-et-il-est-choque-pointe-hamon_news

Si «l'évolution de Cuba va dans le bon sens», présidente PS de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée, Elisabeth Guigou «pense qu'il reste de gros problèmes : la presse n'est pas libre, il y a une répression encore vis-à-vis des homosexuels. Mais je pense qu'on doit encourager ce pays à continuer sur la voie de l'ouverture, je pense que c'est le sens du voyage du Président de la République là-bas», fait-elle valoir.

Pour Mélenchon, «ça fait du bien» à Hollande

«Oui, c'est bien qu'il y soit allé», reconnaît sur France 2 Jean-Luc Mélenchon, habituellement très critique avec François Hollande. «Ca va lui faire du bien ! », plaisante même l'eurodéputé. Il faut dire qu'à plusieurs reprises ces dernières années, la figure du Parti de Gauche a eu l'occasion de dire qu'il ne considérait pas Cuba comme une dictature.

VIDEO. Mélenchon «content» que Hollande soit le premier à Cuba

http://www.france2.fr/emissions/telematin/actu/jean-luc-melenchon_327501

Les 4 vérités du 12/05/2015

«A la Havane, la France est respectée. Je suis content que le président de mon pays soit le premier à venir là. Ca rattrape un peu ce qu'on a fait dans le passé.» Mais de regretter tout de même : «Il a attendu qu'Obama lui donne la permission, ce n'est pas très glorieux.»

Le FN rappelle l'UMP à ses propres «connivences»

«La rencontre entre François Hollande et Fidel Castro à Cuba a donné lieu à une série de tweets de députés UMP dénonçant avec force la connivence entre le chef de l'Etat et la dictature communiste», note le Front national dans un communiqué. Avant de tacler : «Nous ne rappellerons et ne dénoncerons jamais assez l'accord passé en 2009 entre Xavier Bertrand, secrétaire général de l'UMP et le Parti communiste chinois (...) Et puisque l'UMP a décidément la mémoire courte et l'indignation à géométrie variable, il est utile de lui rappeler la visite de François Fillon, alors Premier ministre de Sarkozy, en 2009 au Vietnam.»

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue